

Cycle L - Fiscalité

- Contrôle - IS & TVA
- Contrôle - CRL
- Contrôle - Regime fiscal de la gestion immobilière

Contrôle - IS & TVA

1. Lien vers le tableau Excel

https://docs.google.com/spreadsheets/d/11IHqYMeRk_Yu2FiqAZgYbrJR728BpolP/edit?gid=186681715#gid=186681715

2. Récapitulatif des Taux

Simple feuille indicative aucun champs de formulaire sur cette page.

Fiscalité applicable aux Associations		
Fiscalité Pro	Placements / OSBL & IS	
Nature du placement	Organismes sans but lucratif (associations, etc...) (4)	Impôts sur les sociétés (sociétés de capitaux)
Intérêts des Dépôts Bancaires (CAT,...)	IS au taux réduit de 24% (1) ou de 10 % (5) (9)	IS (3)
Intérêts des CSL	- IS au taux réduit de 24% (1) ou de 10 % (5) - 24% si soumis au prélèvement d'office (8)	non concernées
Livret A (association uniquement)	exonération (plafond 76 500 €)	non concernées
Intérêts des Bons de Caisse	Retenue à la source au taux réduit de 15% (1)	IS (3)
Intérêts des Obligations	(émises à compter de 01.01.87) IS au taux réduit de 10% (1)	IS (3)
Dividendes d'actions et de parts de sociétés :		IS (3) et (3) bis
1. françaises (y compris SICAV quelle que soit la nature)	IS au taux réduit de 15%	
2. étrangères (6)		
Revenus de Fonds Communs de Placement (FCP)	imposables selon la nature des revenus distribués	IS sur plus values + plus-values latentes
Intérêts des Titres de Créances Négociables (TCN)	IS au taux réduit de 10% (1) (10)	IS (3)
Plus-values latentes Moins values latentes	non concernés	IS : 33,33% sur OPCVM uniquement (2)
Cession de valeurs mobilières	plus-values non imposables	IS : 33,33% sauf titres de participation détenus depuis plus de 2 ans (7)
Produits de bons ou contrats de capitalisation	IS au taux réduit de 10 %	IS (3)
Revenus des valeurs mobilières étrangères hors dividendes	IS au taux réduit de 24 %	IS (3)
Primes de remboursement (y compris CAT)	IS au taux réduit de 10 % (11)	IS (3)

(1) taux réduit de l'impôt sur les sociétés.
(2) les plus ou moins values latentes afférentes aux OPCVM (à l'exception de ceux constitués pour au moins 90% d'actions et des FCP à risques) détenus à la date de clôture du bilan, sont pris en compte fiscalement au titre de chaque exercice, à hauteur de l'écart positif ou négatif entre la valeur liquidative à la date d'arrêt et celle du précédent arrêté (ou date de souscription)
(3) auquel s'ajoute une contribution sociale de 3,3 % calculé sur l'IS après un abattement, sur cet impôt, de 763 000 € (sauf PME exonérées : entreprises réalisant moins de 7 630 000 € de CA HT et dont le capital est détenu pour 75 % au moins par des personnes physiques ou par une société remplissant les 2 conditions susmentionnées) :
(3) bis s'y ajoute, pour les distributions mises en paiement à compter du 17 août 2012 une contribution additionnelle à l'IS de 3 % sur les montants distribués. Sont toutefois exclus du champ d'application de la contribution additionnelle les PME au sens de la législation communautaire.
(4) Pour les exercices clos à compter du 31/12/2004, les fondations reconnues d'utilité publique sont exonérées d'impôt sur les sociétés sur ceux de leurs revenus patrimoniaux qui ne se rattachent pas à une activité lucrative, ce qui comprend les revenus mobiliers.
(5) Taux réduit de 10 % si les produits sont perçus par des caisses de retraite et de prévoyance
(6) Sous réserve des dispositions des conventions internationales qui prévoient, dans certains cas, la possibilité d'imputer un crédit d'impôt
(7) PVL des titres de participation
--> Depuis 2007 : 0% sur les PVL des titres de participation, sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges fixée forfaitairement à 5% du résultat net des plus-values de cession.
--> La quote-part de frais et charges passe à 12 % pour les exercices clos à compter du 31/12/12. Elle se calcule sur la PV brute et non plus sur la PV nette (loi de finances pour 2013)
(8) Le prélèvement d'office est libératoire de l'IS, il est possible de proposer aux associations un prélèvement d'office sur les intérêts des CSL.
(9) Comptes à terme : seuls relèvent du taux de 24 % les intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière. Relèvent en revanche du taux de 10 % les intérêts perçus lors du remboursement (régime fiscal des primes de remboursement).
(10) Les gains de cession de TCN ne sont pas imposables (11) Les obligations, titres de créance négociables (TCN), titres non négociables (bons de caisse, bons du Trésor), bons d'épargne, bons de capitalisation) émis à compter du 01/01/1993 sont soumis au régime des primes de remboursement taxées au taux IS de 10 % lorsqu'elles sont perçues par des organismes sans but lucratif.

3. Loyer

PROCÉDURES DE VÉRIFICATION	Oui	Non	OBSERVATIONS
L'association perçoit-elle des loyers susceptibles d'être imposés à l'IS au taux réduit ?			
Réponse du Ministère délégué au budget et à la réforme budgétaire : Il est admis que les locations consenties moyennant un loyer modique à des associations non lucratives qui se livrent à des activités complémentaires de celles non lucratives de l'association bailleuses ne sont pas soumises à cette imposition. La notion de loyer modique n'a pas été définie précisément par l'administration fiscale ou par la jurisprudence			

Le formulaire est une simple checklist constitué de :

- une question suivi d'un texte indiquant la procédure de vérification à réaliser
- un boolean pour répondre à la question
- un champ commentaire

4. Placements

PROCÉDURES DE VÉRIFICATION		Oui	Non	OBSERVATIONS			
L'association dispose t-elle de revenus de capitaux mobiliers imposables à l'IS au taux réduit ?							
Nom de la banque	Nom du placement	Type de placement (SICAV / DAT)	Fiscalisé (Oui - Non)	Type de fiscalité (Déclaration - Privt à la source)	Montant des intérêts perçus	Tx d'imposition (10 % ou 24 %)	Montant de l'IS dû
50757	CAT 211060-19	CAT	OUI		12156	24	2917,44
50757	CAT 211060-19	CAT	OUI	DECLA	0	10	0
					12156	Total	2917,44
					N° de Comptes	76	6952
					Valeurs en Comptabilité	15000	0
					Vérification	2 844	-2 917

Le form est en deux partie.

1/ Un formulaire qui est une simple checklist constitué de :

- une question
- un boolean pour répondre à la question
- un champ commentaire

2/ Un tableau avec repeater de ligne listant les placements

Données contenues

- Ecart non bloquants.
- Données en valeurs absolues.
- Repeater pour afficher plusieurs lignes.

Nom de la colonne	Type de données	Description
Nom de la banque	[Text]	Saisie manuel
Nom du placement	[Text]	Saisie manuel
Type de placement	[Text]	Saisie manuel
Fiscalisé	[Booléen: Oui / Non]	Saisie manuel

Type de fiscalité	[Select: DECLARATION / PRLVT à la source]	Selection manuel
Montant des intérêts perçus	[Price]	Saisie manuel
Taux d'imposition	[Select (10 / 24)]	Selection manuel
Montant de l'IS dû	[Price] ReadOnly	Calcul : Intérêts perçus × Taux d'imposition
N° de comptes	[Range]	-
Valeurs en comptabilité	[Price]	Montant en valeur absolue du solde N pour le range indiqué au dessus
Vérification	[Price] ReadOnly	Calcul : Valeurs comptabilité - Montant

5. Prestation aux tiers

PROCÉDURES DE VÉRIFICATION	Oui	Non	OBSERVATIONS
1 - Des prestations sont-elles servies à d'autres établissements scolaires ?			
Si oui sont elles couvertes par une convention type FNOGEC ?			
2 - Des prestations sont-elles servies à des associations autres ?			
Si oui, sont-elles couvertes par une convention type FNOGEC ?			
3 - Des prestations sont-elles servies à d'autres tiers ?			
Si oui, peuvent-elles être considérées comme lucratives selon la règle des 4P ?			
Si oui, les activités non lucratives demeurent-elles significativement prépondérantes ?			
TVA : Les associations bénéficient des franchises en base (article 293B à 293F du CGI), dans les mêmes conditions que les autres redevables, dès lors qu'elles n'ont pas réalisé au cours de l'année civile précédente un CA supérieur à 80 300 € pour celles réalisant des livraisons de bien, des ventes à consommer sur place ou des prestations d'hébergement ou 31 200 € pour celles réalisant d'autres prestations de service. Les associations qui bénéficient de cette franchise de base doivent faire apparaître sur leurs factures "TVA non applicable, article 293B du CGI"			
IS : La franchise accordée par l'administration fiscale pour les opérations accessoires et commerciales réalisées par les associations s'élève à 60 000 € de recettes encaissées au cours d'une année civile. Art 206-2 bis du CGI			

Simple checklist constitué de :

- plusieurs questions (une par row)
- un boolean pour répondre à la question
- un champ commentaire

6. Onglet "COMPTE"

Pas d'onglet compte ici ☐

Contrôle - CRL

1. Lien vers Excel

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/1gh1twqQ5iafiWc9vpbx8XNvNPnRjaeR/edit?gid=1236290089#gid=1236290089>

2. Imposition à la CRL

PROCÉDURES DE VÉRIFICATION	Oui	Non	OBSERVATIONS
<p>Identification des loyers pouvant être soumis à CRL :</p> <p>Location à un particulier / Entreprise ? (Si réponse affirmative, vérifier l'existence d'un contrat de bail)</p> <p>La CRL est applicable aux revenus issus des locations d'immeubles bâtis achevés depuis 15 ans au moins au 1er Janvier de l'année d'imposition.</p> <p>Sont notamment exonérés de la CRL :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les revenus provenant des locations qui donnent lieu au paiement de la TVA- Les revenus des locations dont le montant perçu en n-1 n'exède pas 1 830 € par local et par location- Les revenus tirés de la location de logements qui ont fait l'objet de travaux de réhabilitation, lorsque ces travaux ont été financés à hauteur d'au moins 15% de leur montant par une subvention versée par l'ANAH pour les 15 années suivant celle de l'achèvement des travaux <p>La déclaration 2070 est à réaliser dans les trois mois qui suivent la clôture.</p>			

Simple checklist constitué de :

- plusieurs questions (une par row)
- un boolean pour répondre à la question
- un champ commentaire

3. Onglet "COMPTE"

Pas d'onglet compte ici ☐

Contrôle - Regime fiscal de la gestion immobilière

1. Lien vers l'excel

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1vh0B1WdKO4gHNkETQWCYrol_wqn6P4P/edit?gid=364143079#gid=364143079

2. Régime fiscal gestion Immo

PROCÉDURES DE VÉRIFICATION	OBSERVATIONS
<u>Taxe d'habitation :</u> Sont exonérés de la taxe d'habitation, tous les locaux affectés à l'instruction, la restauration ainsi que l'hébergement des élèves. En revanche sont normalement imposables les logements de fonctions ainsi que les locaux affectés à l'administration de l'association	
<u>Taxe locale d'équipement (TLE) :</u> Sont exonérés de la TLE, les constructions, reconstructions et agrandissements de bâtiments destinés à des activités d'enseignement, réalisé par les associations déclarées loi 1901 dont la gestion est désintéressée.	
<u>Taxe foncière :</u> Sont imposables les constructions de "type perpétuelle", les préaux ainsi que les cours de récréations et parkings.	
<u>Valeur locative cadastrale :</u> La valeur locative cadastrale sert de base pour déterminer le montant de la taxe foncière à acquitter. Cette valeur locative est calculée avec les informations à disposition du centre des impôts. Diverses actions viennent influencer cette valeur locative à savoir, des cessions, acquisitions ou même des travaux de constructions ou démolitions. Il est donc important de vérifier que les informations déclarées au centre des impôts sont encore d'actualité, pour effectuer cette vérification il faut rapprocher la matrice cadastrale, d'un extrait de plan cadastrale de la déclaration de la taxe foncière.	

Simple form avec:

- Questions
- Zone commentaire

3. Onglet "COMPTE"

Pas d'onglet compte ici ☐